

NON AUX EXPULSIONS DES ROMS DES SOLUTIONS MAINTENANT

« Je souhaite que, lorsqu'un campement insalubre est démantelé, des solutions alternatives soient proposées. On ne peut pas continuer à accepter que des familles soient chassées d'un endroit sans solution. Cela les conduit à s'installer dans des conditions qui ne sont pas meilleures ».

François HOLLANDE, promesse de la campagne présidentielle.

Sur le Grand-Lyon 782 expulsions de terrains ou de lieux de vie entre le 09 et le 28 aout.
Politique que l'on retrouve au plan national, sous la férule de Manuel VALLS, Ministre de l'Intérieur, toujours sans aucune proposition de relogement.
Les expulsions du territoire continuent...

Cette politique est contraire aux valeurs et aux engagements de la Gauche et déshonore ceux qui la pratiquent.

Elle ne fait que déplacer des hommes, des femmes et des enfants et les contraindre à une précarité de plus en plus grande sans apporter aucune solution durable au problème des bidonvilles qui finissent par se reconstituer ailleurs.

Cette politique s'accompagne à Lyon, par la Préfecture, d'un double langage : On laisse croire aux associations (rue Montesquieu et à Saint-Priest) qu'il n'y aura pas d'expulsion et on l'effectue deux jours après...

Certains élus de Lyon, du Grand Lyon et du Conseil général accompagnent cette politique et l'assument publiquement.

Des solutions existent applicables dès maintenant, Exigeons leur mise en oeuvre :

- 1. Arrêt des expulsions tant que des solutions d'hébergement dignes et durables ne sont pas trouvées.**
- 2. Levée immédiate des mesures transitoires discriminant les citoyens européens Roumains et Bulgares, par exemple ne permettent pas de travailler. Non aux citoyens européens de seconde zone !**
- 3. Des fonds européens consacrés à l'insertion des populations Roms restent inutilisés alors qu'ils pourraient servir à reloger les familles.**
- 4. Des subventions locales pourraient-être réaffectées pour la sauvegarde de la dignité des personnes : Rue Montesquieu et à Saint-Priest des projets de vie ont été brisés. Des locaux peuvent être réquisitionnés.**

Egalité des droits pour tous : travail, logement, santé, éducation.

La France est-elle encore le pays des Droits de l'Homme ?

M a n i f e s t a t i o n

le samedi 15 septembre à 15h
place Antonin Poncet, Lyon 2ème.

Signataires : ARTAG, ASET, ATTAC-Rhône, CLASSES, Collectif des privés d'emploi et précaires de Vaulx en Velin, COVRA, LDH (69), Europe écologie-Les Verts Rhône, Front de Gauche (PG, PCF, GU, convergence alternative, FASE, Alternatifs, gauche anti-capitaliste), Maison des Passages, MRAP, NPA 69, RESOVIGI, RESF, ESC Tassin la Demi Lune, SAF, Syndicat de la Magistrature, Demeurant Partout, Ras l'front 69